

LA CRISE DU CAPITALISME

par M. Henri de Man

Professeur à l'Université de Francfort-sur-le-Mein.

La distinction entre les pays à capitalisme autoritaire et ceux à capitalisme libéral est un excellent moyen de classification sociologique. Et elle peut être un excellent instrument de critique quand on étudie la structure sociale d'un pays ou quand on fait de la sociologie comparée. Mais elle ne sert plus à grand-chose quand on recherche les causes d'un phénomène mondial comme la crise économique actuelle. Car cette crise provient évidemment d'un dérangement de l'économie capitaliste dans son ensemble, et les deux pays les plus frappés — l'Allemagne et les États-Unis — sont, parmi les nations industrielles, aux deux extrêmes de l'échelle envisagée.

Et cependant, la question du degré de libéralisme ou de féodalisme qui prévaut dans la structure sociale de l'économie n'est pas du tout oisive quand on fait le diagnostic de la crise mondiale. Seulement, il faut pour cela la poser sous son aspect le plus général. Alors, on ne pourra plus se contenter de demander en quoi tel ou tel pays se distingue de tel ou tel autre par la nuance plus ou moins teintée de féodalisme de son régime économique; il faudra demander ce qui dans la situation globale de l'économie capitaliste, correspond soit à l'image de l'économie « libérale », soit à celle de l'économie « autoritaire ».

Il faut poser la question ainsi, car l'analyse des symptômes de la crise mondiale actuelle montre que son caractère particulier provient de certaines situations qui ne correspondent pas aux hypothèses de départ de la doctrine libérale. Il n'en serait pas ainsi si la crise était purement cyclique, c'est-à-dire due au retour d'une phase périodique de contraction financière. Dans ce cas, il suffirait de se fier au mouvement automatique du pendule qui, à la suite de la baisse des prix, ramènerait une recrudescence de la demande — ce qui d'un seul coup vérifierait la doctrine libérale et ramènerait la prospérité. Mais il n'est que trop clair, hélas! que la crise actuelle n'est pas seulement cyclique, et qu'elle se distingue des crises précédentes par l'action de certaines causes plus profondes et plus permanentes.

Il suffit, pour s'en apercevoir, de l'envisager sous son aspect social, qui est celui d'une crise de chômage. Celle-ci est, pour une part qu'il est impossible de fixer avec exactitude, mais qui est indubitablement importante, technologique, c'est-à-dire due à

l'évolution récente de la technique de la production rationalisée. On le voit très bien aux États-Unis, qui sont précisément le pays où s'est amorcé en premier lieu le passage de la crise technologique à la crise cyclique. Le nombre des chômeurs s'y est accru constamment depuis 1925, et dépassait déjà considérablement les deux millions de 1927 à 1929, donc à l'apogée de la haute conjoncture. Il y a là le contre-coup social du même progrès technique qui fut à la base de l'extraordinaire prospérité économique de 1921 à 1929. C'est précisément la phase ascendante de cette époque qui se trouve caractérisée par ces trois développements correspondants : forte augmentation de la valeur de la production (14 p. c. dans l'agriculture, 22,5 p. c. dans la fabrication, 27 p. c. dans les mines); augmentation beaucoup plus forte encore de la productivité par tête d'ouvrier (45 p. c. environ dans la fabrication entre 1919 et 1927); diminution du nombre des salariés au travail à raison de 1.745.000 en six ans!

Cette restriction du marché intérieur par la diminution du poste salaires relativement à l'augmentation de la production, voilà le plus frappant des phénomènes qui rendent inapplicable, à la crise actuelle, le schéma des mouvements cycliques. Il y a là, de toute évidence, une cause inhérente au régime même de la production à un degré donné d'évolution du capitalisme.

Ce degré se trouve caractérisé par les situations suivantes, dont il a déjà été question dans trois articles précédents (*), mais qu'il s'agit cette fois de ramasser dans un aperçu d'ensemble :

1° Le capitalisme européen-américain a dépassé la phase de l'*industrialisation* proprement dite, qui, en augmentant le nombre de salariés au travail, faisait croître, du moins en chiffres absolus, la participation des revenus-salaires à la consommation intérieure. Ce mouvement se trouve renversé dans la phase actuelle de la *rationalisation*, qui crée moins de nouveaux ouvriers que de nouveaux chômeurs et qui réduit d'autant plus la part des salaires dans les frais de production;

(*) « Crise économique et critique de l'économie », *Bulletin* du 25 novembre 1931; « Le Capitalisme autoritaire », *Bulletin* du 25 janvier 1931; « Le Capitalisme libéral », *Bulletin* du 25 avril 1931.

2° Les pays non capitalistes qui ont précédemment absorbé le surplus des produits que les revenus-salaires ne permettaient pas d'absorber sur le marché intérieur, ne suffisent plus à ces débouchés, soit à cause du développement de leur propre production, soit à cause des bouleversements politiques qui accompagnent leur lutte contre l'impérialisme occidental;

3° Les efforts faits par les Etats au profit de leurs industries nationales pour forcer l'exportation aux dépens des autres pays exporteurs, dans ces circonstances, s'annihilent mutuellement pour une grande part par les représailles qu'ils entraînent; en outre, le protectionnisme qui accompagne ces efforts aggrave le mal de la sous-consommation intérieure, car il sacrifie, au profit de quelques producteurs, la puissance d'achat de la masse des consommateurs, sur qui retombe le poids du renchérissement des produits;

4° La productivité du travail agricole croissant bien plus lentement que celle du travail industriel, le décalage des prix en défaveur des produits agricoles a amené un grand nombre de pays à fournir à l'agriculture des compensations sous forme de protection douanière, de subsides ou autres privilèges fiscaux; d'où nouvel accroissement des charges qui pèsent sur les consommateurs de la majeure partie des produits industriels et réduction de leur pouvoir d'achat;

5° Le coût de la vie ne s'adapte pas, même avec le retard que les crises cycliques précédentes ont établi comme normal, au mouvement descendant des prix des matières premières, notamment parce que le jeu de la libre concurrence se trouve entravé par les diverses manifestations du monopolisme intérieur (trusts, cartels, etc.);

6° La libre concurrence, condition essentielle du fonctionnement des lois qui tendent au redressement naturel à la suite de chaque crise cyclique, se trouve en outre faussée par le régime de la concurrence nationale. Chaque Etat se considérant comme concurrent des autres, pousse ses industries à réduire les frais de production, ce qui paralyse, en le morcelant, le mouvement en faveur de salaires plus élevés et d'heures de travail réduites, et aggrave donc, dans l'ensemble, la disproportion entre la production et la consommation intérieure;

7° Et enfin — last but not least — la compétition politique des Etats, les peurs et les ressentiments légués par la guerre mondiale et sa liquidation, non seulement aggravent les obstacles politiques et psychologiques de la circulation économique mondiale (par exemple à l'égard de la Russie), mais encore troublent la répartition et la circulation des capitaux, en amenant artificiellement une pléthore d'or dans certains pays et une disette d'or dans d'autres.

Et maintenant, après avoir ainsi noté le résidu des causes que l'on peut, à travers l'examen des diverses situations nationales, considérer comme universelles, essayons de les acheminer vers un commun dénominateur.

Qu'avons-nous trouvé en dernière analyse, comme causes concrètes du trouble chronique qui transparait à travers la crise cyclique actuelle?

Tout simplement ceci : c'est que le fonctionnement du système capitaliste est troublé et sa viabilité compromise dans la mesure où sa structure — considérée du point de vue mondial — s'écarte des postulats et des hypothèses du libéralisme.

Survivances féodales d'une part : au lieu de la libre concurrence d'individus isolés et égaux par le point de départ, hiérarchie des fortunes héréditaires substituée à la hiérarchie des états héréditaires, compétition mondiale morcelée et faussée par le protectionnisme des Etats nationaux. Néo-féodalisme d'autre part : passage du régime de la concurrence au régime des monopoles dans l'économie intérieure; et du cosmopolitisme commercial à l'impérialisme politique dans le régime des relations extérieures.

Le professeur Bonn avait bien raison : il n'y aurait pas de crise du régime capitaliste si le capitalisme était resté libéral — ou s'il l'était devenu, car il ne le fut jamais complètement. Il n'y aurait jamais eu d'anticapitalisme ouvrier si la réalité avait correspondu au programme que Robespierre traçait, en 1793, au régime bourgeois naissant : procurer du travail à tous, réduire graduellement le coût des moyens de subsistance et augmenter le nombre des possédants. Il eût même suffi que le capitalisme assurât aux masses ouvrières ce que l'hégémonie mondiale contestée de l'Angleterre procurait aux siennes pendant la deuxième moitié du XIX^e siècle : des salaires croissants, des prix descendants — même à une allure fort inférieure à celle de l'accroissement des revenus des riches.

Un retour à pareille situation est-il possible? Voilà la grosse question. Tellement grosse qu'aucune spéculation théorique ne saurait y donner de réponse convaincante. L'avenir seul le fera; l'évolution réelle du capitalisme, dans ses conséquences sociales, est seule en état de prouver sa viabilité. En attendant, nous ne pouvons qu'essayer de mieux saisir les données du problème, en voyant aussi exactement et aussi profondément que possible les causes dont il est issu.

Or, c'est ici que l'on retrouve Karl Marx.

Je pense avoir donné assez de preuves de mon indépendance à l'égard de l'orthodoxie marxiste pour ne pas me rendre suspect de dogmatisme en disant qu'à mon avis, la crise actuelle s'accorde mieux avec la théorie de Marx qu'avec n'importe quelle autre. Marx, il est vrai, n'a ni tout saisi, ni tout prévu. Sa théorie des crises présente bien des lacunes que ses épigones n'ont pas toujours réussi à combler, bien des imperfections de détail qui ont prêté le flanc à la critique de ses adversaires. Elle s'appuie trop unilatéralement sur l'hypothèse ricardienne de la valeur-travail, elle accorde trop volontiers à de simples tendances le caractère rigide de lois presque mathématiques. Mais quand on a fait le départ de toutes ces objections, il reste que Marx a mis en lumière la cause essentielle de toutes les crises industrielles, en montrant que le

régime capitaliste aboutit fatalement à une disparité croissante entre le niveau de la production et celui de la consommation.

Le noyau de la thèse marxienne, et en même temps la caractéristique la plus éclatante de la crise actuelle, c'est qu'au fond de toutes les crises, il y a un phénomène de sous-consommation. Accordons aux critiques de Marx qu'il a commis l'erreur d'embroussailler sa démonstration de subtilités souvent superflues, et, en voulant trop prouver, d'avoir légué à ses successeurs un embrouillamini d'hypothèses et de formules qui fait les délices des abstraiteurs de quintessence et des coupeurs de cheveux en quatre. La preuve de ce défaut est fournie notamment par la tournure qu'a prise, ces dernières années, la polémique entre marxistes de diverse observance quant à l'interprétation économique de l'impérialisme. Il y a une vingtaine d'années, les travaux de Hilferding sur le capital financier et de Rosa Luxemburg sur l'impérialisme constituaient encore des apports sérieux à l'interprétation des faits, bien qu'entravés, à certains points de vue, par un respect excessif de l'orthodoxie; mais depuis lors, les polémiques entre marxistes qui poursuivent ce thème, et que mènent par exemple, sur la théorie de l'impérialisme, Sternberg, Henryk Grossmann et Boukharine, ne portent plus guère que sur des interprétations de textes et ne sont plus, en somme, que des théories sur des théories — symptôme évident d'ossification.

Aussi bien est-ce moins le procédé de la démonstration marxienne qu'il faut accepter que l'essence même de sa thèse principale. Cette thèse, c'est l'insuffisance du régime capitaliste à consommer ce qu'il produit. La demande des masses ouvrières — je cite Marx — « ne suffit pas, puisque le profit provient précisément de ce que la demande des ouvriers est plus petite que la valeur de leur produit ». D'autre part, « la demande réciproque des capitalistes ne suffit pas davantage », car la capacité de consommation des capitalistes est limitée par la loi de la baisse tendancielle du taux de profit, par la « nécessité d'accumuler, d'augmenter le capital et de produire de la plus-value en gros ». D'où la nécessité d'élargir sans cesse le domaine des débouchés dans les pays « où le mode de production capitaliste n'est pas développé », et l'impossibilité finale de satisfaire à ce besoin d'expansion dès que les possibilités d'exploitation du « monde non capitaliste » atteignent leur inéluctable limite.

Certes, pour expliquer que ces causes agissent par à-coups, il reste à trouver les lois qui régissent le rythme alternant des périodes d'expansion et de rétrécissement. Ici, la science économique a profité des corrections que des non-marxistes et des anti-marxistes ont apportées à ce que la doctrine marxienne présentait de trop schématique. D'une part, les travaux de l'école dite « mathématique », utilisés par des observatoires de recherches tels que l'Institut Harvard et le Bureau Babson en Amérique, et l'Institut für Konjunkturforschung en Allemagne, ont accumulé des

données d'une précision numérique qui faisait défaut du temps de Marx. D'autre part, les protagonistes des théories dites monétaires, dont le Suédois Cassel est actuellement le principal représentant européen, ont eu le grand mérite de montrer par quels procédés les mouvements de hausse et de baisse se rattachent à des troubles périodiques et rythmiques de la circulation de l'or et du crédit.

Mais au fond, tout cela se rapporte au « comment » des crises plutôt qu'au « pourquoi ». A cette dernière question, il faut bien le dire, l'économie post-marxiste n'a guère trouvé de réponse plus satisfaisante que celle du médecin de Molière qui dit à Sganarelle que sa fille est malade — mais qui le dit en latin. Werner Sombart explique la baisse par la hausse précédente qui a troublé l'état de dépression, à considérer comme normal. Lederer, par contre, considère la bonne conjoncture comme normale et l'accuse de créer les disproportionnalités qui provoquent les crises périodiques, ce qui rappelle un peu une autre parole de médecin : « La santé est un état précaire qui ne permet de rien présager de bon ». Jevons est allé jusqu'à rattacher la périodicité des crises à celle des taches solaires, et Moore voudrait les expliquer par les positions de la planète Vénus. Mais tout compte fait, on aboutit partout à un procès-verbal de carence. Il y a même, dans la diversité des diagnostics qui insistent tous sur des symptômes différents, un tantinet de ridicule qui rappelle la scène de la consultation des quatre docteurs dans l'« Amour médecin ». S'ils offusquent le bon sens par leurs diagnostics contradictoires, c'est qu'ils sont portés à traiter des symptômes particuliers, tout en négligeant le principal, la recherche de la cause fondamentale. Il est difficile de ne pas comparer la crise mondiale actuelle à la maladie de Lucinde, quand on fait l'inventaire des remèdes que proposent, au nom de la même science, les savants dont la raison d'être est la recherche de l'unique vérité : inflation, déflation; libre-échange, protectionnisme, réduction des salaires, hausse des salaires; concurrence, monopole et ainsi de suite. Autant de médecins, autant de remèdes.



Ne nous hâtons pas, cependant, d'en conclure à la faillite de la science économique. Molière a eu raison contre les médecins de son époque, qui se retrouvent, je le crains, à toutes les époques. Mais cela n'empêche pas que la médecine ait fait bien des progrès. Ces progrès constituent même l'un des indices les plus certains de l'avance graduelle de l'humanité vers la domination de la nature par la science — ou, si l'on préfère dire la même chose en termes plus terre à terre, vers le prolongement de la vie et l'amélioration de l'hygiène générale. Les médecins d'aujourd'hui sont sujets aux mêmes imperfections humaines que jadis; mais la science dont ils disposent — ou peuvent disposer — a progressé, parce qu'elle s'est de plus en

plus débarrassée des erreurs de l'empirisme et de plus en plus orientée vers la recherche des causes profondes.

Si l'économie politique a, à ce point de vue, un retard d'une couple de siècles sur la médecine, c'est sans doute un peu parce qu'elle est une science plus jeune, mais c'est probablement surtout parce que sa matière est un chaos d'intérêts contradictoires, donc d'autant de préjugés et d'erreurs qu'il y a d'intérêts sociaux et nationaux en présence.

Cependant, même pour une science aussi fortement influencée par des buts pratiques, il ne faut pas renoncer à l'espoir d'une avance graduelle vers des vérités de validité générale. Précisément, l'évolution des doctrines des crises depuis un siècle montre, à travers un fouillis d'erreurs, un progrès constant vers un état d'équilibre entre les méthodes spéculatives ou déductives et les méthodes empiriques ou inductives. Comme dans toutes les sciences, tant que ces deux méthodes sont appliquées indépendamment l'une de l'autre, on n'aboutit tout au plus qu'à des vérités partielles et provisoires. Toutes les sciences sont nées de deux besoins très divergents par leur origine: un besoin d'ordonnance générale, qui se satisfait le plus aisément par la spéculation abstraite, et un besoin d'application immédiate, qui tend naturellement à faire voir les choses sous un angle étroit et à considérer des aspects partiels comme des vérités totales.

La science moderne, a dit Auguste Comte, est née de théologie nettoyée. Cela est profondément vrai pour tout ce que les sciences présentent de spéculatif, et cela se vérifie dans l'histoire de l'économie politique, quand on considère l'évolution des doctrines générales depuis saint Thomas d'Aquin jusqu'à Adam Smith et même jusqu'à Karl Marx. Mais à côté de la théologie plus ou moins nettoyée, il y a aussi, de prime-abord, ce que l'on pourrait appeler la science née du métier, des problèmes partiels et des méthodes empiriques issus des nécessités techniques du moment. En économie, la théorie marxienne de la plus-value, par exemple, appartient encore à la lignée spéculative, la théorie monétaire des crises de Irving Fisher à la lignée empirique. Or, que se passe-t-il quand un événement mondial comme la crise actuelle pose un vaste problème d'ensemble, qui exige en même temps un diagnostic intégral des causes à saisir, et des solutions adéquates aux phénomènes empiriques particuliers? C'est alors le désaccord, et ce désaccord donne au profane l'impression de l'impuissance de la science à trouver la vérité.

Mais le désaccord scientifique a ceci de particulier qu'il ne saurait se contenter de constater sa propre existence. Il faut, de par la nature des positions en présence, qui, parce que scientifiques, cherchent à se prouver, qu'il essaie de se résoudre par la discussion, par la critique mutuelle. Or, discuter, c'est admettre tacitement l'existence d'une base commune de jugement, d'un étalon de valeurs auquel toutes les opi-

nions, pour être vraies, doivent se conformer. C'est dans une certaine mesure, quitter son propre terrain pour s'aventurer sur celui de l'adversaire, en tout cas pour chercher un terrain commun où l'on découvrirait de quoi se départager. Aussi bien, ce terrain finit-il toujours par se trouver. Et l'on voit alors qu'il n'est autre que le terrain des faits, de ce que les philosophes appellent les phénomènes. Le langage philosophique ne s'écarte guère de celui du sens commun — arbitre suprême, heureusement, de toutes les querelles de docteurs — quand il définit la vérité comme une façon de se représenter les choses conforme à la réalité de ces choses (c'est-à-dire aux rapports de cause à effet qu'elles expriment), et qui *prouve cette conformité en agissant efficacement sur elles.*

Il ne faut pas avoir lu Platon ou Hegel pour le savoir. Aussi, restons-en à la comédie de Molière: la bonne Lisette, avec son fruste bon sens populaire, et ignorant tout de la médecine, savait que le diagnostic des médecins était erroné, parce qu'il négligeait la cause réelle de la maladie de Lucinde. Et pourquoi ne voyaient-ils pas cette cause? Parce qu'ils n'avaient aucun intérêt à la voir, et tout intérêt à ne pas la voir. Leur intérêt, comme médecins — comme médecins charlatans, disons-le pour rendre justice aux autres — était de justifier leur intervention par l'application de drogues et la prescription d'un régime. Il leur suffisait de constater des symptômes qui pouvaient, en vertu de leurs théories particulières, justifier un certain traitement. Par malheur, la cause de la maladie de Lucinde n'avait rien de médical. Mais voilà précisément pourquoi il sortait du domaine des médecins de la reconnaître. Affaire d'intérêt pour les marchands de clystères, affaire de compétence pour les savants spécialisés, aussi sujets que quiconque à la déformation professionnelle.

Il me semble que l'avantage que Marx a sur les économistes non marxistes est dû pour une grande part à la déformation professionnelle, que la spécialisation des intérêts intellectuels et non matériels suffit à expliquer en l'occurrence. Les économistes purs en savent plus long que lui sur les symptômes, du moins sur certains symptômes particuliers; mais, comparés à lui, ils sont aveugles à l'égard des causes, parce que ces causes relèvent d'un domaine qui n'est pas le leur, et parce que leur connaissance présuppose un intérêt (c'est-à-dire une direction de l'attention), qui leur est étranger. Pour le dire en un mot, Marx a trouvé la cause des crises économiques, et des contradictions intérieures du régime capitaliste, dans le phénomène social de la différence de puissance entre deux classes: les détenteurs des grands moyens de production et les travailleurs salariés. Il a fait une immense découverte économique parce qu'il est sorti du champ de l'économie en sociologue, tout comme des médecins ont fait de grandes découvertes médicales en sortant du champ de la médecine — que ce fût pour entrer dans celui de la chimie comme Lister, de la microbiologie comme Pasteur, ou de la psychologie comme Freud.

Cette révolution copernicienne de l'économie, Marx l'a déclenchée en traitant les relations économiques non plus comme de simples relations entre des choses, mais comme des relations entre des personnes; en d'autres termes, en comprenant le capitalisme non plus comme un simple système d'échange de biens, mais comme un régime social. Il a rendu intenable la conception que le sociologue allemand von Gottl-Ottlilienfeld a malicieusement baptisée le « cirque aux marchandises »; il a substitué à l'image factice d'une société composée d'individus troquant des marchandises, l'image, dépeinte trop schématiquement mais vraie dans les grands traits, d'un ordre social, basé sur un mode de production qui présuppose une distinction et une hiérarchie collective des fonctions et des revenus — ce qui revient à dire une hiérarchie des classes.

Les épigones orthodoxes du marxisme, du reste, lui font injustice en représentant l'« intérêt » qui l'a amené à faire cette découverte comme un simple intérêt économique de classe, aussi fragmentaire donc que celui de n'importe quel autre groupe social. Au contraire, la genèse (si peu connue, hélas!) de la pensée de Marx démontre qu'il est parti de prémisses purement idéalistes, tant dans le sens philosophique que moral du terme. Il n'a été amené à former la notion de l'intérêt de classe prolétarien que par la recherche, ardue et passionnée, des besoins sociaux réellement présents qui, selon la thèse hegelienne dont il est parti, représentent, à chaque moment de l'histoire, la nécessité générale — donc au point de vue économique l'intérêt commun, et au point de vue scientifique la « vraie conscience » de l'humanité.

Il est regrettable que le rétrécissement graduel de l'humanisme réaliste de Marx en naturalisme économique, processus qu'il a amorcé lui-même par réaction contre l'utopisme et que ses disciples ont accentué jusqu'à la caricature, ait obscurci ces choses au point de rendre virtuellement impossible la réhabilitation idéaliste de Marx par les méthodes du marxisme. Mais cela n'importe guère en l'occurrence; car il suffit ici de montrer que le véritable problème posé par Marx n'est pas de morceler la vérité économique en un fragment prolétarien et un fragment capitaliste, donc en deux erreurs. C'est, tout au contraire, de trouver une méthode scientifique, donc imbue de la dignité d'une vérité universellement valide, pour trancher ce qui, dans les intérêts en conflit et les conceptions opposées qui y correspondent, est conforme ou non à l'intérêt général et à la vérité objective, aux tendances d'une évolution progressive de l'humanité en même temps « nécessaire et juste », comme l'a très bien dit Emile Vandervelde. Trouver l'intérêt particulier, la nécessité particulière qui correspond à l'intérêt général, à la nécessité générale — voilà bien ce que Marx a toujours voulu, très explicitement dans sa jeunesse, moins explicitement, hélas, plus tard. Je ne me sépare de Vandervelde — et des marxistes actuels — qu'en pensant que ce problème, posé par Marx, n'a pas été

résolu par lui d'une façon satisfaisante, et que les marxistes s'éloignent de plus en plus de la vérité qu'il cherchait en retournant vers l'économisme pur dont Marx nous a donné le moyen de nous libérer.

Reste à trouver le point de jonction entre l'intérêt général et les intérêts particuliers suffisamment puissants pour le réaliser. Problème de connaissance autant que d'action; car c'est uniquement de ce point-là que l'on pourra apercevoir les causes réelles de la situation sur laquelle il faut agir. Le point de coïncidence entre l'intérêt particulier et l'intérêt commun est identique au point de coïncidence entre la conception scientifique particulière et le sens commun.

C'est chez Lisette que les médecins de l'économie mondiale malade pourront apprendre la vérité et trouver l'indication des vrais remèdes. Il leur en coûtera, car le sens commun est une puissance peu commode; c'est elle qui, depuis les débuts de l'histoire, fait les révolutions, autant dans le domaine de la pensée que dans celui des institutions. Et les révolutions de la pensée — qui toujours précèdent celles des institutions — ne consistent jamais à réfuter les réponses que la pensée d'une époque a trouvées à certains problèmes, elles consistent au contraire en ce que l'on se désintéresse de ces problèmes, reconnus soit illusoire, soit insoluble, pour se reporter à un point de vue qui en pose de tout nouveaux.

En d'autres termes, la méthode révolutionnaire du bon sens est de substituer aux anciennes réponses, non point de nouvelles réponses, mais de nouvelles questions. Et pour cela, il suffit de se placer à un point de vue nouveau, dans le sens presque topographique du terme. Point de vue en apparence supérieur en ce que pour l'atteindre, la pensée des savants doit s'élever au-dessus de leur propre érudition; en apparence inférieur en ce qu'il se trouve tout naturellement, chaque fois que les temps sont révolus, être celui que les masses populaires occupent de par leur fonction sociale, leur expérience concrète, leurs intérêts réels. Conjonction rare et sublime entre la raison critique qui se nourrit de spéculation et le sens commun qui se nourrit d'expérience; mais conjonction qui, chaque fois qu'elle se produit, fait faire un pas en avant à l'humanité sur la route, sans fin mais sans arrêts, qu'elle poursuit vers plus de vérité et plus de justice, et à l'horizon de laquelle elle croit voir vérité et justice se confondre.

Donc il faut écouter Lisette. Et que dit-elle devant les souffrances qui frappent le monde actuellement et les catastrophes qui le menacent?

Elle dit notamment que, bien qu'elle ne s'entende guère aux lois qui régissent l'équilibre de la production et de la consommation, elle ne peut trouver aucun sens à une activité économique qui permet au plus grand nombre de consommer d'autant moins que l'on produit plus. Elle dit qu'il est absurde que des millions de gens manquent de chaussures alors qu'il y

a pléthore de cuir et des milliers de cordonniers sans travail, et qu'il en coûterait moins de mettre ces cordonniers à l'ouvrage que de leur payer des indemnités pour ne rien faire. Elle dit avec Bernard Shaw que, selon le sens commun, si les inventions nouvelles permettent de produire tant de choses en plus avec moins de travail, il faudrait diminuer les heures de travail et augmenter les ressources de chacun, au lieu de brûler la chandelle par les deux bouts en ajoutant une armée de sans-travail à celle des riches oisifs. Elle dit, avec le ministre des Finances Dietrich, l'enfant terrible du cabinet du Reich, qu'un système économique qui devrait prendre son parti du chômage chronique de millions de gens serait condamné à disparaître, comme tous les systèmes précédents qui ont cessé de suffire à leur tâche.

Au fond, tout cela revient à considérer que l'activité économique devrait être organisée de façon à satisfaire les besoins des consommateurs, au lieu d'être orientée vers le profit des détenteurs des moyens de production. Pensée d'une naïveté qui peut effrayer, mais qui n'est dangereuse qu'à cause de la justesse qui provient précisément de sa naïveté; pensée qui, comme toutes les réflexions du sens commun, ne se soucie guère d'apprendre dans les livres si elle est réalisable, pour la simple raison qu'il suffit de la concevoir pour qu'elle essaie de se réaliser elle-même.

Bien entendu, elle n'est qu'une revendication, et non une solution; une question, et non une réponse.

Mais les docteurs n'embarrasseront guère Lisette en lui disant qu'elle n'a pas de réponse à sa propre question. Elle leur ripostera que ce n'est pas son affaire, mais la leur. Elle peut se contenter de poser sa question; son droit à le faire dérive de sa nécessité de vivre. C'est pourquoi la preuve incombe, non pas à Lisette, mais aux médecins. Il n'y a pour eux qu'un seul moyen d'avoir raison contre Lisette et de l'empêcher de courir au charlatan : c'est de guérir leur malade.

La preuve qui incombe aux défenseurs du régime capitaliste est donc purement pratique et expérimentale. Il ne s'agit pas du tout de prouver que le capitalisme peut prospérer à telles ou telles conditions qui ne sont pas ou plus réalisées; il y a longtemps que cette preuve a été faite par ses théoriciens classiques, qui ont fort bien démontré que la libre concurrence des individus conduirait logiquement, non seulement à l'équilibre de la production et de la consommation,

mais encore à l'harmonie générale des intérêts. L'expérience pratique, de son côté, a prouvé que, cette libre concurrence étant en fait faussée par l'inégalité sociale du point de départ, par les monopoles et par le nationalisme économique, on n'aboutit ni à cet équilibre, ni à cette harmonie.

Dans ces circonstances, le libéralisme ne peut se réhabiliter que dans la mesure où il se réalisera. Aussi bien Lisette ne demande-t-elle pas aux docteurs du capitalisme de tuer leur patient; elle leur demande au contraire de le faire vivre. Si l'économie capitaliste donne aux masses le moyen de vivre en travaillant et d'augmenter leur bien-être en même temps que l'augmentation de la productivité, aucune théorie ne les amènera à vouloir bouleverser ce système. Les catastrophes sociales ne proviennent jamais de ce qu'un régime ne réalise pas la justice absolue (ce qu'aucune institution ne peut faire d'ailleurs); ce qui importe, ce sont les changements relatifs qui se traduisent par la *direction* des évolutions sociales. Tout régime se maintient et se développe par évolution graduelle et pacifique aussi longtemps que les masses ont l'espoir d'y voir leur situation s'améliorer; il n'est menacé de destruction que si elles perdent cet espoir. Les révolutions ne naissent que du désespoir qui frappe ceux qui voient leur situation s'empirer, leur niveau de vie menacé, leurs chances d'ascension réduites, l'insécurité de leur existence exacerbée.

La thèse libérale est vraie pour autant qu'elle affirme qu'il serait possible d'éviter les dangers de pareille situation en diminuant graduellement les inégalités sociales, en garantissant la libre concurrence contre les monopoles, en contrebattant le protectionnisme, en assurant la paix entre les nations, en organisant l'unité du monde par la suppression des barrières économiques. Mais cette thèse ne dispose que d'un seul moyen d'avoir raison contre le pessimisme marxiste qui prétend que le capitalisme conduit inéluctablement au monopolisme néo-féodal, à l'impérialisme protectionniste, à l'aggravation du chômage et des crises de sous-consommation; ce moyen, c'est de réaliser les conditions que l'optimisme libéral présuppose. Y parviendra-t-on? Toute la question est là. Si le monde capitaliste contient les forces de redressement que cela exige, il continuera à vivre; au contraire, si le libéralisme ne peut plus faire agir ces forces avec assez d'efficacité, il ne lui servira à rien d'avoir d'excellents remèdes à proposer; il périra de ne pas avoir pu les appliquer.